

J.S. COLEMAN et C.G. ROSBERG, Jr. (Ed.) : *Political Parties and National Integration in Tropical Africa*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1964 ; London, Cambridge University Press, 1965, X. 730 p., Bibliographie, Index.

Les ouvrages de science politique américains consacrés à l'Afrique se multiplient au point qu'il devient impossible de procéder à des compte-rendus systématiques. L'irrégularité avec laquelle les livraisons nous parviennent interdit tout autant de présenter à la fois les meilleurs et les plus récents. Aussi recevons-nous des ouvrages qui n'ont pourtant que deux ou trois ans d'âge et dont certaines analyses ou conclusions apparaissent déjà infirmées par des événements récents. Le livre de COLEMAN et ROSBERG ne fait pas tout à fait exception à cette règle mais il a le mérite de conserver une valeur intrinsèque, en raison surtout de sa partie théorique.

Les africanistes américains nous ont habitués à des travaux de deux sortes : soit des enquêtes portant sur un pays donné, fruits du travail d'un seul, soit des études portant sur différents pays et œuvres de plusieurs spécialistes, que viennent encadrer des réflexions plus élaborées et signées de grands noms de la science politique. *Political parties and national integration in tropical Africa* appartient à cette seconde catégorie. Le livre se présente sous la forme, d'une part de 16 essais pratiques tournant autour de deux grands thèmes, d'autre part d'une courte introduction et de conclusions beaucoup plus abstraites.

La première partie envisage, sous le titre de « **Tendance au parti unique** », 11 cas particuliers, dont 7 visent les partis politiques de Sénégal, Côte d'Ivoire, Sierra Léone, Cameroun, Guinée, Ghana et Mali et 4 les associations non partisans (associations volontaires, syndicats, forces traditionnelles, étudiants). La seconde partie traite plus précisément des liens entre partis et intégration nationale, à Zanzibar, en Somalie, aux Congo-Kinshasa, Libéria et Nigéria. En tout, un éventail de 12 pays, une documentation exceptionnelle, des textes de valeur qu'accompagne une bibliographie fort utile. Mais ce sont les quelques cinquante pages d'introduction et de conclusion qui s'avèrent les plus intéressantes.

1) James COLEMAN et Carl ROSBERG constatent d'abord une tendance de plus en plus marquée à l'adoption du régime de parti unique en Afrique tropicale. Ils expliquent ce fait en tenant compte de phénomènes antérieurs aux indépendances, remontant au besoin à la période pré-coloniale. Mais le parti unique serait surtout le point de rencontre de besoins multiples et urgents. Les tâches auxquelles les jeunes Etats ont eu à faire face, une fois libérés de la tutelle occidentale, le manque de cadres, l'absence de structures politiques et administratives adaptées aux nouveaux besoins, l'urgence d'une cohésion sociale et nationale, tout concourt à la mise au point d'un instrument quasi polyvalent,

d'inspiration, d'encadrement et de contrôle. A cette lourde « charge fonctionnelle » s'ajoutent les séquelles d'un héritage récent. Les régimes coloniaux, tout comme certaines formes traditionnelles de sociétés très hiérarchisées avaient abouti à centraliser le pouvoir, à donner un aspect autocratique aux gouvernements mis en place. De plus, le parti, au moment de l'indépendance, s'est vu souvent marqué de « l'aura de légitimité » par l'action menée pour l'obtenir. La culture politique des nouveaux dirigeants, formés dans les universités anglaises, belges ou françaises accentuait le fossé élite-masse et le parti devenait à la fois l'outil de la première et l'instrument capable à la longue d'éduquer la seconde. La division arbitraire des frontières qui tranchait dans les ethnies obligeait à un « nationalisme », fruit direct du processus de création et d'affirmation de l'Etat nouveau.

Ces affirmations, nous n'étions pas sans les connaître déjà. Mais les auteurs ne font que les rappeler pour mieux mettre en relief leur propos. Pour eux, cette tendance au parti unique correspond à une nécessité nouvelle, à une **fonction** nouvelle. Depuis la publication de l'ouvrage d'ALMOND et du même COLEMAN **The politics of the developing areas**, quatre ans ont passé et en quatre ans les partis uniques ou largement dominants se sont multipliés. Il convient, dès lors, d'examiner le fait à la lumière des critères fonctionnels mis au point à cette occasion. Or, les quatre fonctions d'**input** élaborées (COLEMAN les reprend, page 657, sous les vocables suivants : recrutement des intérêts, recrutement politique, socialisation politique et communication politique) ne suffisent pas à rendre compte du rôle désormais prépondérant du parti en Afrique tropicale. Le parti s'est renforcé en éliminant ou assimilant ses opposants ; en contrôlant, à la limite en intégrant, la majorité des associations existantes, syndicats, mouvements de jeunes, etc. ; en modifiant les systèmes constitutionnel et électoral, en fait sinon en droit ; en rationalisant l'idéologie, sous la houlette d'un leader et d'un seul. Si bien que le parti, catalyseur de la modernisation, tend à assumer la plupart des fonctions définies, alors que toute modernisation passe justement par l'inverse, c'est à dire par la différenciation grandissante des dites fonctions et la spécialisation des structures.

Il y avait là une contradiction que les auteurs ont soulignée puis dépassée. Pour COLEMAN et ROSBERG, il se peut que le parti soutienne le plus lourd de cette charge fonctionnelle. Mais s'il le fait, c'est pour une « période de transition » et en fonction d'une cinquième fonction essentielle et impérative, la **Fonction d'intégration**.

La tâche de forger une unité nationale à tous les niveaux incombe donc au parti. Et les auteurs examinent dans quelle mesure les différents partis recensés s'en acquittent, car la solution — ou l'aggravation — de ce problème dépend d'eux. Tantôt il s'agit d'une intégration verticale, dans les pays où se maintiennent des communautés de type oligarchique, Ethiopie, Kenya, Libéria, Rhodésie du Nord par exemple. Le but en est de faire disparaître les différences politiques, sociales et culturelles surtout. Tantôt il convient d'unifier horizontalement des

populations dont les liens avec leurs groupes originels — clans, tribus, ethnies — sont puissants, où les facteurs religieux et linguistiques jouent un plus grand rôle de division qu'ailleurs. L'objet en est une union territoriale et humaine principalement. Ces divers éléments de la « malintégration », le parti doit parvenir à les résorber. Et, c'est de son succès ou de son échec que dépend plus ou moins l'avenir de l'Afrique tropicale.

Les mérites d'une telle approche, malheureusement simplifiée ici pour les besoins de son explication, sont diverses. Le plus grand ne serait-il pas de fournir un élément permettant d'apprécier le système de parti unique en Afrique tropicale — et ailleurs éventuellement — d'un point de vue logique et non plus moral ? On pourrait apprécier l'intervention récente des militaires et certains échecs spectaculaires (renversement de Nkrumah au Ghana pour ne citer qu'un seul exemple) d'une manière un peu plus rationnelle que précédemment. Ce livre n'aurait-il servi qu'à démontrer la vigueur et la souplesse de la méthode fonctionnelle, nous en aurions déjà fait grand profit. En fait, il vise plus loin, en nous livrant, en plus de cette étude théorique, des matériaux fort précis et utiles. Mais il semble qu'il y ait à la fois déséquilibre entre cette étude et les seize autres contributions d'une part et déséquilibre entre ces contributions elles-mêmes de l'autre.

II) Les auteurs des essais par pays sont réputés et leur compétence est indéniable. Mais ce qu'ils disent, nous avons l'impression de l'avoir déjà lu, sous leur propre signature d'ailleurs, sous forme d'ouvrage ou d'article. Si bien qu'on prend quelquefois un plaisir plus grand à aborder des sujets relativement neufs comme celui des associations non partisans. Emmanuel WALLERSTEIN et Peter LLOYD en ce qui concerne respectivement les associations volontaires et les chefs traditionnels semblent nous faire découvrir de nouveaux aspects, qui n'apparaissent ni chez ZOLBERG, qui parle fort bien de la Côte d'Ivoire, ni chez SKLAR, qui « possède » tout autant le Nigéria.

A cette impression s'ajoutent plusieurs constatations. La première vient du système de présentation adopté. D'un côté, chacun essaie de dire le maximum dans le minimum de pages, sans pour autant éliminer des détails, non sans valeur mais nuisant à la compréhension de l'ensemble. D'un autre côté, rien ne vient faciliter la lecture. La gymnastique consistant à sauter de Sierra Léone en Guinée, de Zanzibar en Somalie, se complique par l'abus de sigles en tous genres. Passe pour les partis politiques importants mais pour les syndicats et les associations ! Certaines études, de plus, ne sont pas assez détachées du contexte historico-politique et suivent de trop près une chronologie qui s'avère n'être pas la même pour tous. FOLTZ ne parle du Sénégal que jusqu'en fin 1962, alors qu'APTER pour le Ghana, LOFCHIE pour Zanzibar, SKLAR et WHITAKER Jr. pour le Nigeria, nous mènent jusqu'au deuxième trimestre 1964, au prix chacun d'un post-scriptum il est vrai. A propos de ce besoin d'expliquer en appendice les derniers événements, notons la difficulté pour le chercheur de faire œuvre

durable. Les changements politiques récents d'Afrique tropicale tendent à rendre caduques certaines affirmations pourtant fondées sur des études ayant toute l'apparence de la rigueur.

La seconde constatation tient paradoxalement à l'absence de point de vue particulier, sinon de position de la part des analystes régionaux. Hormis HODGKIN et Ruth SCHACHTER MORGENTHAU en ce qui concerne le Mali, les autres, par souci d'objectivité sans doute et par manque de place, nous livrent des faits et des chiffres (1), et se gardent de privilégier un secteur ou un organe politique. Ceci est renforcé par le fait que d'aucuns rencontrent des difficultés à faire jouer le système fonctionnel et à envisager les partis sous l'angle de l'intégration nationale, tout en refusant de s'en détacher. On apprend ainsi que d'autres forces politiques, l'armée et l'administration par exemple, jouent un rôle plus important que les partis, ici ou là, sans que cette remarque débouche sur les questions qui viennent à l'esprit : quelles fonctions remplissent ces forces en réalité et quel est l'avenir de tels pays comparé à celui d'Etats où le parti est la véritable force d'organisation ?

La troisième n'apparaît qu'après une fréquentation plus assidue de l'ouvrage et pourtant elle est flagrante. L'étude par région est incomplète. Les pays les plus importants y figurent, en tout cas ceux d'Afrique occidentale mais l'Afrique centrale et l'Afrique orientale sont très mal partagées. Le Cameroun et le Congo représentent la zone centrale et Zanzibar seul la zone orientale. Aucune explication n'en est donnée. Est-ce que la tendance au renforcement du parti unique ne se manifeste pas avec autant de vigueur dans les pays non mentionnés ? La thèse paraît peu défendable. Le choix se justifie-t-il par la rareté des chercheurs et serait-ce que les spécialistes américains manquent ? Non, puisqu'APTER a déjà publié des études sur l'Ouganda et que ROSBERG a fait de même en ce qui concerne le Kenya. S'est-on refusé à faire appel à des étrangers ? Non, puisque HODGKIN et LLOYD sont britanniques, LEMARCHAND d'origine française et ZOLBERG d'origine belge. Regrettons ce vide et qu'on n'ait point requis les services d'hommes tels que G. BENNETT pour le Kenya, D.A. LOW ou C. LEYS pour l'Ouganda, H. GLICKMAN pour la Tanzanie, par exemple. Ils nous auraient dit si les pays de cette aire géographique confirmaient bien les perspectives dégagées dans l'introduction et la conclusion. De même pourrait-on mentionner d'autres noms à propos de la zone centrale. D'autres remarques concernent le décalage entre ce que pour simplifier on appellera la théorie et les faits. Les auteurs affirment que les partis politiques sont les structures fondamentales, seules capables de forger l'avenir de l'Afrique en résolvant ce problème de l'intégration nationale. Peut-être pensaient-ils en écrivant que ces partis devaient devenir les structures essentielles et non étaient. Or,

(1) La transcription détaillée de résultats électoraux avait-elle sa place dans un tel ouvrage, étant donné le sens spécifique des consultations ? Le pourcentage des votants, très révélateur à lui seul, aurait peut-être suffi.

et quelques uns des essais le prouvent mais plus encore les faits récents, les partis n'ont pu, à quelques exceptions près, accomplir l'énorme tâche que COLEMAN et ROSBERG leur assignaient. On a bien l'impression que, déjà en 1964 — époque où le livre fut réalisé — il s'avérait que d'autres forces politiques devenaient primordiales, que les partis n'arriveraient pas à cette structuration de tous les niveaux, donc que les buts assignés ne pourraient être atteints. Cette période de transition envisagée n'aura pas été celle annoncée. Et si la fonction d'intégration doit être accomplie coûte que coûte, d'autres structures peuvent-elles l'assumer à leur place ? Ceci amène à se poser une autre question. Pourquoi les fonctions envisagées apparaissent-elles toutes comme positives ? Ne peut-on en concevoir dont les effets soient négatifs ? Il n'est pas déraisonnable de penser qu'il en existe et on aurait aimé les connaître.

Quant à la classification employée pour différencier les partis, elle apparaît aussi sujette à critique. Les partis sont divisés en groupes : 1) pragmatique-pluraliste, du type Sénégal ou Sierra-Léone et 2) révolutionnaire-centraliste du type Ghana, avant la chute de Nkrumah. Il suffit d'établir une colonne par catégorie pour voir que l'une contient tous les Etats moins trois qui sont versés dans la seconde, la Guinée, le Mali et la Tanzanie. Pas plus que la division utilisée par APTER dans un ouvrage récent (1), celle-ci ne satisfait l'esprit. Il semble que les termes « pragmatique » et « pluraliste », même liés, restent trop vagues pour servir d'étalonnage. Une différenciation plus nuancée, pour tout dire plus scientifique, s'impose donc.

L'apport de ce livre est néanmoins essentiel, car il est de ceux qui permettent de prendre conscience des problèmes et de faire progresser une théorie du développement politique. Ce sont des recherches de cet ordre qui pourront conduire à l'établissement d'un modèle digne de ce nom, qui n'emprunte plus à l'occident pour l'essentiel et puisse enfin s'appliquer à la réalité africaine. Souhaitons qu'en poursuivant leur effort James COLEMAN et Carl ROSBERG Jr nous fassent progresser dans cette voie.

Jean-Claude VATIN.

(1) Différenciation entre « partis de représentation » et « partis de solidarité ». DA. APTER *The Politics of modernisation* Chicago and London, University of Chicago Press, 1965.

Voir chapitre VI. « Le parti politique, instrument de modernisation », pp. 199 ss.